

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-212

Déposée par M. Hubert HAENEL, membre titulaire et M. Robert BADINTER, membre suppléant

Article III-212 (ex-article 24)

1. La politique commerciale commune est fondée sur des principes uniformes, notamment en ce qui concerne les modifications tarifaires, la conclusion d'accords tarifaires et commerciaux relatifs aux échanges de marchandises et services, et les aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, ~~les investissements étrangers directs~~, l'uniformisation des mesures de libération, la politique d'exportation, ainsi que les mesures de défense commerciale, dont celles à prendre en cas de dumping et de subventions. La politique commerciale commune est menée dans le cadre des principes et objectifs de l'action extérieure de l'Union, tels qu'énoncés dans l'article 1 du présent Titre.

2. La loi ou la loi-cadre européenne établit les mesures nécessaires pour la mise en œuvre de la politique commerciale commune.

3. Si des accords avec un ou plusieurs États ou organisations internationales doivent être négociés, les dispositions pertinentes de [l'article III-222 (ex-33)] du présent Titre sont applicables. La Commission présente des recommandations au Conseil, qui l'autorise à ouvrir les négociations nécessaires. Il appartient au Conseil et à la Commission de veiller à ce que les accords négociés soient compatibles avec les politiques et les règles internes de l'Union.

Ces négociations sont conduites par la Commission, en consultation avec un comité spécial désigné par le Conseil pour l'assister dans cette tâche, et dans le cadre des directives que le Conseil peut lui adresser. La Commission fait régulièrement rapport au comité spécial, ainsi qu'au Parlement européen, sur l'état d'avancement des négociations.

4. ~~Pour la négociation et la conclusion d'un accord dans les domaines du commerce des services impliquant des déplacements des personnes et des aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, le Conseil statue à l'unanimité lorsque cet accord comprend des dispositions pour lesquelles l'unanimité est requise pour l'adoption de règles internes. Le Conseil statue à l'unanimité pour la négociation et la conclusion d'un accord lorsque cet accord comprend des dispositions pour lesquelles l'unanimité est requise pour l'adoption de règles internes, ou lorsqu'un tel accord porte sur un domaine dans lequel l'Union n'a pas encore exercé, en adoptant des règles internes, ses compétences en vertu de la Constitution. Le Conseil statue également à l'unanimité pour la négociation et la conclusion d'un accord de nature horizontale.~~

Le présent paragraphe ne porte pas atteinte au droit des États membres de maintenir et de conclure des accords avec des pays tiers ou des organisations internationales, pour autant que lesdits accords respectent le droit communautaire et les autres accords internationaux pertinents.

~~5. L'exercice des compétences attribuées par le présent article dans le domaine de la politique commerciale n'affecte pas la délimitation des compétences entre l'Union et les États membres, et n'entraîne pas une harmonisation des dispositions législatives ou réglementaires des États membres dans la mesure où la Constitution exclut une telle harmonisation.~~

Un accord ne peut être conclu par le Conseil s'il comprend des dispositions qui excéderaient les compétences internes de l'Union, notamment en entraînant une harmonisation des dispositions législatives ou réglementaires des États membres dans un domaine où la Constitution exclut une telle harmonisation.

La négociation des accords dans le domaine du commerce des services culturels et audiovisuels, des services d'éducation, ainsi que des services sociaux et de santé humaine requiert, outre une décision prise conformément aux dispositions pertinentes de l'article III-222 (ex-article 33), le commun accord des États membres. Les accords ainsi négociés sont conclus conjointement par l'Union et par les États membres.

La négociation et la conclusion d'accords internationaux dans le domaine des transports restent soumises aux dispositions du titre XX (transports) et de l'article III-222 (ex-article 33)..

Explication éventuelle :

La culture, l'éducation et la santé restent des compétences nationales d'après la Constitution. L'exercice des compétences attribuées à l'Union dans le domaine de la politique commerciale ne doit pas affecter la délimitation des compétences entre l'Union et les États membres dans ces domaines. L'Union européenne ne peut donc avoir une compétence exclusive pour conclure des accords dans le domaine du commerce des services culturels et audiovisuels, des services d'éducation, des services d'éducation, des services sociaux et de la santé humaine. Ces accords doivent être conclus conjointement par l'Union européenne et par les États membres. En outre, compte tenu de la sensibilité particulière de ces domaines, qui touchent directement à l'identité et à la cohésion nationale, il convient de maintenir l'exigence d'un commun accord des États membres, tel qu'il ressort de l'actuel article 133 § 6 alinéa 2 du traité. L'identité européenne repose d'abord sur la diversité culturelle et linguistique des pays membres. Celle-ci doit donc pouvoir être garantie.